

# Palestine, l'équité ou l'embrassement

PAR GHASSAN SALAMÉ \*

**C**hassez le colon, il revient avec son fusil-mitrailleur. En vidant une demi-douzaine de chargeurs sur des musulmans en prière, Baruch Goldstein (et ses éventuels complices) a fait voler en éclats une des grandes illusions du processus de paix, celle de croire qu'Israël et l'OLP pouvaient négocier, signer, appliquer un accord «intérimaire» sans poser explicitement la question nodale des colonies, trop rapidement renvoyée à Oslo jusqu'en 1995 ou 1996.

Un (bon) réflexe – commencer par les éléments les moins problématiques d'un dossier fort complexe – et trois (mauvais) calculs sont à la base de cette illusion. Le premier c'est que la question des colonies serait d'abord une question territoriale: terre, eau, voies de communications et périmètre de sécurité. L'attentat de vendredi rappelle que les colons juifs en Cisjordanie et à Gaza ne sont pas une question que l'on peut geler jusqu'à ce que l'on puisse y voir plus clair mais un acteur qui n'entend pas rester passif en attendant de voir contre quelle concession palestinienne il sera à terme sacrifié par le gouvernement d'Israël. L'histoire des colons est, tout au contraire, celle d'un volontarisme actif, d'initiatives de plus en plus osées, de faits accomplis imposés par la force, aux Palestiniens d'abord et à un gouvernement israélien, récalcitrant et/ou complice, ensuite.

Le deuxième, c'est que les colons seraient des Israéliens comme les autres, alors qu'ils sont bien peu représentatifs de la population israélienne dans son ensemble. Rappelons qu'il s'agit bien de civils, qui se meuvent en toute liberté dans les territoires occupés, qui exhibent et utilisent les armes dont ils sont tout légalement dotés et qui, enfin, sont explicitement, idéologiquement et pour certains sans doute irrémédiablement, opposés au processus en cours. Un tel profil ne fait pas des colombes consentantes, des chantres du compromis ou des résignés de la paix.

Le troisième, c'est que l'armée d'Israël serait absolument et indéfectiblement loyaliste. Plus la négociation se cristallisait sur la question des points de passage entre les territoires occupés et l'extérieur, plus le poids des militaires se faisait sentir sur le gouvernement Rabin, produisant un accord qui, sur ce point, faisait la part belle aux Israéliens. Du côté israélien, des concessions importantes auraient pu susciter un mouvement qui n'aurait pas été sans rappeler celui auquel le général de Gaulle avait eu à faire face sur l'affaire algérienne. D'où l'opposition de Rabin à une commission d'enquête qui pourrait dévoiler la complaisance, sinon la complicité, que les colons ont su trouver – et trouvent encore – dans les rangs de cette armée, (et l'insistance louable d'autres dirigeants sur la nécessité de faire toute la lumière sur cet attentat).

Les derniers mois de négociation faisaient apparaître deux obsessions parallèles: celle de la sécurité pour les Israéliens, celle de la souveraineté pour les Palestiniens. L'attentat d'Hébron montre, plus que jamais, que l'insécurité n'est pas nécessairement du côté où on l'avait placée, qu'elle est, pour le moins, partagée et que l'armée d'Israël pourra difficilement protéger les colons d'une part, et arbitrer leur dorénavant probable guerre avec les Palestiniens de l'autre. Pour l'armée, c'est là un choix crucial, qu'elle avait jusqu'ici réussi à retarder: un alignement intégral sur la ligne des politiques ou la résignation à une présence militaire externe pour observer et arbitrer. Se trompent ceux qui pensent que ce choix peut encore être retardé sans prendre le risque d'un embrassement généralisé aux couleurs, ô combien peu prometteuses, d'une guerre de religions.

Reste l'essentiel: le lien entre cet attentat et le processus. Là, l'évidence s'impose: ce n'est pas parce que le processus piétinait que l'attentat a eu lieu mais, au contraire, parce

qu'il était sur le point d'aboutir. Trois données récentes ont pu habiter l'esprit de Goldstein et de ses amis qui lui ont assuré un enterrement de héros: a) l'annonce par Rabin, quelques jours avant l'attentat, que la signature de l'accord intérimaire se ferait dans les deux-trois semaines; b) la suggestion par Pérès que telle ou telle colonie de Gaza, isolée et coûteuse, devrait être démantelée; c) deux sondages récents: l'un démontre que les deux tiers des Israéliens pen-

sent que l'émergence d'un Etat palestinien est devenue probable alors que l'autre (organisé par deux membres de la Knesset) révèle que 60% des colons seraient disposés à quitter les colonies si le gouvernement était disposé à financer leur déménagement.

L'imminence d'un accord, le précédent d'une colonie démantelée, «le lâchage» des colons par la majorité des Israéliens ont pu précipiter un acte politique: à travers les fidèles agenouillés, Goldstein visait bien le gouvernement, sa politique et le processus en cours.

C'est pourquoi l'attentat d'Hébron est un acte pensé, donc éminemment politique, le fait non d'un psychopathe isolé mais d'un esprit politique vigilant qui voit, à raison, dans ces trois données récentes, autant que dans ce qui est engagé depuis Madrid, la fin de son utopie. Son acte recherchait bien l'impact le plus spectaculaire en fonction du calendrier religieux (la mi-ramadan pour les musulmans, purim pour les juifs), du calendrier diplomatique (à deux semaines d'une probable signature au Caire) et du lieu (Mosquée d'Ibrahim/Tombeau des prophètes). Il fallait absolument départager cette imbrication insupportable, cette interpénétration séculaire, cette promiscuité patente entre des lieux de prière et des calendriers religieux. Il fallait surtout arrê-

ter un processus qui approchait de son sprint final.

D'où l'immense gravité de ce qui vient de se passer. Car plus on avancera sur le chemin de la paix, plus l'hostilité des opposants au compromis qui se dessine sera déterminée, féroce, intraitable. Il faudra un attachement indéfectible des politiques pour dépasser les actes en cascade, des provocations aux revanches, des opposants. C'est là un autre test à la philosophie implicite de ce processus: des deux côtés, on a parié sur l'effet cumulatif, sur l'appétit de paix qui viendrait en négociant, en se querellant et en se réconciliant. Or les avantages de la paix doivent être très évidents pour que l'effet cumulatif l'emporte

**L'attentat d'Hébron pose en termes nouveaux le compromis arabo-israélien. Le choix n'est plus entre non-paix et non-guerre, mais entre un compromis équitable et un embrassement incontrôlé, sauvage précisément parce que «civil», qu'il soit le fait des Palestiniens ou des colons juifs.**



sur les obstacles et les embûches. Ces avantages étaient encore bien trop imprécis pour convaincre les partisans ou pour rassurer les opposants.

L'attentat d'Hébron réécrit la négociation en des termes nouveaux, politiquement très lourds. La colonisation s'impose soudain aux négociateurs les plus «gradualistes» et, avec elle, une équation brutale: pas de compromis avec les colonies, pas de colonies dans le compromis.

Cette nouvelle donne vaut certes pour les deux acteurs les plus directement concernés, elle s'impose aussi à leurs «sponsors» lointains. Le contrôle exclusif des Etats-Unis

sur le processus depuis son lancement n'a eu d'égal que leur peu d'empressement à intervenir pour aider à déblayer le terrain, jouer les médiateurs, rapprocher les points de vue. Un tel contraste ne pouvait durer indéfiniment, et Washington est partiellement responsable de ce mélange de tuelle jalouse, de passivité diplomatique, de soutien sans faille à Israël et d'intérêt par à-coups pour le processus.

Il est temps que ce mélange soit dépassé: les victimes de la mosquée d'Hébron valent bien celles du marché de Sarajevo; l'interpellation faite à la communauté mondiale n'est pas moins forte au Proche-Orient que dans les Balkans, avec, il est vrai, une réponse aussi tardive, évasive, décevante. Dans le bras de fer incertain entre les forces de compromis et celles du refus, la communauté des Etats peut faire la différence en appuyant fermement les premières, et en sanctionner sans discrimination les secondes.

C'est que le compromis historique entre Arabes et Israéliens, qui, il y a deux ou trois ans, était une option souhaitable, devient aujourd'hui une nécessité vitale. Le choix n'est plus guère entre la non-paix et la non-guerre comme on s'est plu à le répéter, mais entre un compromis équitable et un embrasement incontrôlé, sauvage précisément parce que «civil». Plus clairement: la sécurité d'Israël et un Etat palestinien, hier encore perçus comme deux objectifs mutuellement exclusifs, sont devenus des projets mutuellement nécessaires. Plus vite en prendra-t-on acte, plus courte sera la chaîne de violence qui pointe à l'horizon d'Hébron.

J'écris ces lignes en pensant, aussi, à ma famille qui a échappé par miracle à une explosion dans son église voisine, à Zouq Mikaël. Là-bas aussi, un attentat non moins sauvage mais plus lâchement anonyme vient faire éclater une autre illusion, celle d'une paix civile libanaise, dans un environnement régional encore tellement incivil.

**\* Directeur de recherche au CNRS/Ceri. Son dernier ouvrage, *Proche-Orient: les exigences de la paix*, vient de paraître aux éditions Complexe.**